

Élections municipales des 9 et 16 mars 2008

À bas Sarkozy, ses ministres, son parti !

Pas une voix pour les partis bourgeois !

AVEC SARKOZY, SOIT TRAVAILLER PLUS DUREMENT, PLUS LONGTEMPS, SOIT CHÔMER, DANS TOUS LES CAS VIVRE PLUS MAL

Licenciements en rafale, suppression des derniers régimes de retraite à 37,5 annuités, matraquages répétés de jeunes de banlieues, d'étudiants et de grévistes, occupation quasi-militaire d'un quartier populaire, intervention militaire au secours du dictateur Déby au Tchad, propos obscurantistes sur les sectes et les religions, rafle dans un foyer d'immigrés, insulte à un paysan, etc. La classe ouvrière a déjà subi nombre d'attaques du gouvernement Sarkozy-Fillon et d'autres projets tout aussi réactionnaires sont en préparation. Par exemple, les fermetures de classes dans les écoles primaires, l'allongement de la durée de cotisations à 41 annuités pour la retraite...

Pas de doute, à l'occasion des élections municipales, les travailleurs et les jeunes tenteront d'infliger une défaite politique à Sarkozy, à son parti, aux membres du gouvernement Fillon. D'ailleurs, certains ministres ne prennent guère de risque : Péresse s'est dérobée à Versailles, Hortefeux à Clermont, Karoutchi à Nanterre... sans parler du cas du porte-parole du président, Martinon, débarqué par les Sarkozy (père et fils) à Neuilly, la ville la plus riche de France.

Sarkozy affirmait qu'il serait le « président du pouvoir d'achat ». C'est vrai pour ses amis de Neuilly et du Medef, à qui il a déjà offert 15 milliards d'euros. Depuis quelques années ou quelques mois, suivant les catégories, les salariés perdent du pouvoir d'achat car leurs salaires -et les pensions- ne suivent pas une inflation qui accélère. Il fanfaronnait en prétendant qu'il irait chercher la croissance « avec les dents » et le gouvernement misait sur 2 à 2,5 % d'augmentation du PIB en 2008. La Commission européenne estime que ce sera plutôt 1,7 %, le FMI 1,5 %. D'après les dernières statistiques, ce ralentissement de la croissance se traduit par la remontée du chômage, après plusieurs mois de baisse.

Beaucoup de travailleuses sont employées contre leur gré à temps partiel. Les prolétaires qui ont un emploi travaillent plus qu'avant, mais gagnent souvent moins à côté de plus de trois millions d'autres qui n'ont pas d'emploi. La classe sociale dont Sarkozy et l'UMP servent les intérêts, la bourgeoisie française, doit son existence à l'exploitation des travailleurs salariés. Bien qu'ils créent l'essentiel des richesses, les producteurs n'ont pas le contrôle du processus de production, ni du produit de leur activité collective. Depuis trente ans, la flexibilité et la précarité ont progressé. Ceux qui ont un emploi sont contraints de travailler plus intensément. Les hôpitaux sont étranglés, le droit à l'instruction est restreint, les libertés démocratiques sont diminuées.

La crise bancaire mondiale, la récession aux Etats-Unis, la concurrence avec les autres puissances impérialistes (en particulier la bourgeoisie allemande), vont pousser le patronat, son président, le gouvernement et la majorité parlementaire à tenter d'augmenter encore le taux d'exploitation, à poursuivre le démantèlement des conquêtes sociales. Jusqu'à présent, les directions syndicales ont accepté de négocier tous leurs plans. Elles ont saboté les luttes ouvrières et étudiantes en empêchant par tous les moyens la grève générale contre le pouvoir sarkozyste et ses mesures réactionnaires.

LES PARTIS RÉFORMISTES QUI LAISSENT LES MAINS LIBRES À SARKOZY SE RÉVEILLENT POUR LES ÉLECTIONS

Le Parti socialiste a fourni non seulement le directeur du FMI, mais aussi une bonne partie des membres des « commissions » qui préparent les attaques et des ministres qui les appliquent. Il s'est ridiculisé une fois de plus à l'occasion de la ratification par le Parlement du « traité de Lisbonne » conçu par Merkel et Sarkozy. Royal et Delanoë viennent de signer une déclaration, avec Lefranc, Bayrou et Villepin, pour défendre la fonction présidentielle, « l'indépendance nationale » et la politique étrangère des 50 dernières années. Le PS et le PCF critiquent plus le style de Sarkozy que ses mesures de régression sociale et politique.

Les deux partis ouvriers traditionnels se situent sur le terrain de « l'intérêt général », de « la France » et en appellent respectueusement à Sarkozy pour qu'il change de style et de politique.

Notre économie est menacée. (CN du PCF, Déclaration à propos des élections municipales et cantonales, 8 février) ; Des luttes qui portent l'intérêt général et auxquelles « le président du pouvoir d'achat » est incapable d'apporter aucun geste. (PCF, Pour les droits, le vote ! 22 février) ; Le vote est le moyen d'envoyer un signal clair en direction du gouvernement et du président de la République pour signifier clairement que cette politique n'est pas la bonne. (Stéphane Le Foll, Point presse du PS, 25 février)

Les réformistes, qui occupent dans les grandes villes des postes bien rémunérés grâce aux voix des travailleurs, prétendent qu'ils vont apporter de multiples améliorations s'ils sont élus.

A l'offensive tout simplement pour disposer demain des moyens politiques et financiers pour mener des politiques solidaires et moderne, dynamiques et sociales, écologiques et féministes, pour contribuer à

promouvoir tant les droits de chacun, de chacune que leur réussite et leur épanouissement personnels et pour se donner des points d'appui aux luttes. (CN du PCF, Déclaration à propos des élections municipales et cantonales, 8 février) ; Les socialistes affirmeront dans ces élections une autre vision de la France, celle du vivre ensemble. (PS, Manifeste municipal, 15 janvier)

Les maux dont souffre la société contemporaine découlent de l'impasse du capitalisme. Dans le meilleur des cas, les conseils municipaux n'ont qu'un champ d'action limité, comme le disaient les militants qui ont créé le premier parti ouvrier de ce pays, Jules Guesde et Paul Lafargue :

Il ne saurait y avoir de socialisme en dehors de la disparition du régime capitaliste, le socialisme n'étant et ne pouvant être que la reprise par la société de tous les moyens de production et leur mise en valeur directement par elle... Il n'y a pas et ne saurait y avoir de socialisme communal. Tout ce que peuvent et doivent par conséquent les municipalités arrachées à la bourgeoisie par le parti socialiste, c'est armer la classe ouvrière pour la lutte défensive et offensive... (POF, Résolution du congrès d'Ivry, 1900)

Les partis ouvriers nés au début du 20^e siècle ont depuis longtemps abandonné la révolution, ils ont un programme d'aménagement du capitalisme. Le PCF et le PS agissent de même quand ils sont maires ou conseillers municipaux que lorsqu'ils ont les postes de président de la République, de premier ministre ou de ministres. Depuis la contre-offensive capitaliste des années 1980, et en particulier le rétablissement du capitalisme en Russie en 1992, les partis qui avaient été fondés par la classe ouvrière pour lutter contre la bourgeoisie et donner le pouvoir aux producteurs ont abandonné toute référence à la lutte des classes et au socialisme.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les listes du Parti « communiste » français et du Parti « socialiste » aux élections municipales de mars 2008 comportent nombre de candidats étrangers à la classe ouvrière : patrons, démocrates-chrétiens (Modem), radicaux bourgeois (PRG), souverainistes (MRC, MARS), écologistes (Verts), etc.

Beaucoup de travailleurs mesurent ces trahisons et sont tentés de s'abstenir. Les organisations « d'extrême-gauche » servent donc de rabatteurs aux réformistes et à leurs coalitions de collaboration de classes.

« L'EXTRÊME-GAUCHE » REJOINT LES FRONTS POPULAIRES MUNICIPAUX

Dans plus d'une ville, le Parti des travailleurs, la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière s'associent dès le premier tour aux listes « Union de la gauche » montées par le PCF ou par le PS, qui sont des défenseurs loyaux du capitalisme français depuis respectivement 1934 et 1914. LO est entrée dans 65 listes « de gauche », selon Laguiller, dont une dirigée par le MRC, un parti nationaliste et gaulliste. Il y en aurait davantage, si le PS n'avait généralement refusé l'offre. La LCR a passé alliance avec le PS à Saint Quentin (02) et avec le PCF dans plusieurs dizaines de communes, bien souvent avec le MRC. Avec ou sans LO et LCR, le PT se retrouve aussi fréquemment sur des listes avec le PCF et le MRC.

L'alliance de type « front populaire » avec des partis bourgeois (PRG, MRC, Verts...) démontre par elle-même que ces organisations n'ont rien à voir avec le trotskysme puisque l'Internationale communiste et la 4^e Internationale avaient été fondées contre l'alliance avec la bourgeoisie. En fait, les organisations dites d'extrême-gauche suivent de près leurs modèles des partis « de gauche ». Toutes ont évolué vers l'opportunisme : le PT en faisant des blocs avec le MRC sur le terrain du chauvinisme, puis en soutenant un « candidat des maires » à l'élection présidentielle ; LO en défendant les revendications des policiers et des gendarmes, puis en réclamant plus de « police de proximité » ; la LCR en votant pour Chirac, puis en annonçant sa liquidation dans un parti « large », vaguement « anticapitaliste ». LO et la LCR ne se revendiquent plus du socialisme, de la révolution, de la dictature du prolétariat, tout en réclamant « plus de luttes », sans jamais dire ce qui fait échouer les travailleurs et les jeunes qui essaient de lutter. Le PT défend la République et la nation.

La volonté de gestion locale et les listes sans principe que pratique LO à cette occasion ne laissent aucun doute sur son orientation réformiste à l'échelle nationale. Quant à la LCR et au PT, leurs organisations sœurs ont déjà participé à des gouvernements bourgeois par le biais du PT du Brésil et du PRC d'Italie dont elles sont membres. La « section brésilienne de la 4^e Internationale » a même eu un ministre dans le premier gouvernement Lula-Alencar.

L'A-B-C D'UNE POLITIQUE OUVRIÈRE : DANS LES URNES COMME DANS LA RUE, INDÉPENDANCE DE CLASSE, RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE I

Le Groupe bolchevik n'a pas les moyens de présenter des listes pour défendre à l'occasion de ces élections un programme communiste, pour construire un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, pour préparer la révolution socialiste.

Le Groupe bolchevik appelle les travailleuses et les travailleurs qui ont le droit de vote et qui veulent voter à se prononcer, au premier comme au deuxième tour, contre Sarkozy, ses ministres, son parti et tous les partis bourgeois. Par conséquent, contre toutes les listes où figurent des patrons et des représentants des partis bourgeois (FN, MPF, UMP, Modem, MRC, PRG, Verts), pour les listes qui comprennent uniquement des organisations ouvrières (PCF, PS, LCR, LO, PT).